



16 septembre 2014

(14-5193)

Page: 1/3

Original: anglais

**RUSSIE – DROITS ANTIDUMPING SUR LES VÉHICULES UTILITAIRES
LÉGERS EN PROVENANCE D'ALLEMAGNE ET D'ITALIE**

**DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL
PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

La communication ci-après, datée du 15 septembre 2014 et adressée par la délégation de l'Union européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 21 mai 2014, l'Union européenne a demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement de la Fédération de Russie ("Russie") conformément aux articles 1^{er} et 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord"), à l'article XXIII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") et à l'article 17.2 et 17.3 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping"), au sujet de la perception par la Russie de droits antidumping sur les véhicules utilitaires légers ("VUL") en provenance d'Allemagne et d'Italie, conformément à la Décision n° 113 du 14 mai 2013 du Collège de la Commission économique eurasiennne, tels qu'ils sont énoncés dans cette décision, y compris toutes annexes, tous avis et tous rapports du Département de la protection du marché intérieur de la Commission économique eurasiennne, et toutes modifications y relatives.¹

L'Union européenne a tenu des consultations avec la Russie le 18 juin 2014. Ces consultations n'ont pas permis de régler le différend.

L'Union européenne considère que les mesures en cause sont incompatibles avec les obligations de la Russie au titre des dispositions suivantes des Accords de l'OMC:

1. L'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping, parce que, en choisissant des périodes non consécutives de durée non égale pour l'examen des tendances pour l'ensemble de la branche de production nationale, la détermination de l'existence d'un dommage établie par la Russie ne se fondait pas sur un examen objectif d'éléments de preuve positifs.
2. L'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, parce que la Russie n'a pas examiné s'il y avait eu une augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping pendant toute la période couverte par l'enquête sur la base d'un examen objectif d'éléments de preuve positifs, et parce que la Russie n'a pas démontré sur la base d'un examen objectif d'éléments de preuve positifs que les importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping avaient pour effet d'empêcher des hausses des prix intérieurs, qui autrement se seraient produites, dans une mesure notable.
3. L'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping, parce que la Russie n'a pas procédé à un examen objectif, fondé sur des éléments de preuve positifs, des facteurs et indices économiques pertinents influant sur la situation de la branche de production, et qu'elle a, par conséquent, indûment constaté que la branche de production nationale avait subi un dommage important.

¹ WT/DS479/1.

4. L'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping, parce que la Russie n'a pas procédé à un examen objectif, fondé sur des éléments de preuve positifs, du lien de causalité entre les importations visées par l'enquête et le dommage allégué causé à la branche de production nationale. La Russie n'a pas non plus procédé à un examen objectif, fondé sur des éléments de preuve positifs, des facteurs autres que les importations visées par l'enquête qui causeraient un dommage à la branche de production nationale, et a donc indûment imputé les dommages causés par ces autres facteurs aux importations visées par l'enquête.

5. Les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping, parce que la Russie a défini de manière incorrecte la branche de production nationale et n'a, par conséquent, pas procédé à un examen objectif, fondé sur des éléments de preuve positifs, des faits en ce qui concerne la branche de production nationale produisant les produits visés.

6. L'article 6.5 de l'Accord antidumping, parce que la Russie a traité comme confidentiels, sans aucune raison valable, des renseignements statistiques obtenus auprès des douanes de la Fédération de Russie, de la République du Kazakhstan et de la République du Bélarus, ainsi que des renseignements fournis par les producteurs nationaux dans la demande présentée par écrit, y compris dans les annexes de cette demande, les communications, les réponses aux questionnaires, ainsi que dans les modifications y relatives.

7. L'article 6.5.1 de l'Accord antidumping, parce que la Russie n'a pas exigé des producteurs nationaux qu'ils donnent des résumés non confidentiels de leur demande, de leurs communications, de leurs réponses aux questionnaires et des modifications y relatives, et, en tout état de cause, ces résumés non confidentiels, lorsqu'ils avaient été présentés, n'étaient pas suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel, y compris les indices qui indiquaient des tendances significatives.

8. L'article 6.9 de l'Accord antidumping, parce que la Russie n'a pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueraient le fondement de la décision d'imposer des mesures antidumping, y compris les faits essentiels sous-tendant les déterminations de l'existence d'un dumping et le calcul des marges de dumping ainsi que la détermination de l'existence d'un dommage.

9. L'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping, parce que la Russie n'a pas exposé de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête, ni tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition des mesures finales. En particulier, la Russie:

- a. n'a pas fourni de détails suffisants sur le calcul de la marge de dumping pour l'Allemagne;
- b. n'a pas fourni la source des renseignements concernant les volumes et les valeurs des importations;
- c. n'a pas fourni les méthodes utilisées pour formuler les constatations concernant les volumes et les valeurs des importations, les valeurs des ventes intérieures, les frais et les bénéfices; et
- d. n'a pas fourni d'indices complets et significatifs concernant les facteurs de dommage pour la branche de production nationale.

10. Les mesures antidumping imposées par la Russie sur les VUL en provenance d'Allemagne et d'Italie sont en outre incompatibles avec les articles 1^{er} et 18.4 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994², par suite des infractions à l'Accord antidumping décrites ci-dessus.

² Voir le Protocole d'accession de la Fédération de Russie à l'Organisation mondiale du commerce (WT/MIN(11)/24, WT/L/839), daté du 17 décembre 2011, paragraphe 2, et Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie – Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie à l'Organisation mondiale du commerce (WT/ACC/RUS/70, WT/MIN(11)/2), daté du 17 novembre 2011, paragraphe 620.

Par conséquent, les mesures de la Russie annulent ou compromettent des avantages résultant, directement ou indirectement, pour l'Union européenne des accords visés.

En conséquence, l'Union européenne a l'honneur de demander, conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, que l'Organe de règlement des différends établisse un groupe spécial, doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémoire d'accord, pour examiner cette question.

L'Union européenne demande que la présente demande soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'Organe de règlement des différends qui se tiendra le 26 septembre 2014.
